

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MAI 1949.

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis par le Gouvernement à vos délibérations a pour objet :

- 1° D'assurer le logement des familles originaires des régions dévastées et qui ont été évacuées à l'arrière des troupes ennemies, et celui des familles qui, réfugiées, pendant la guerre, à l'étranger, vont être rapatriées;
- 2° De pourvoir à l'assistance de ces mêmes familles si elles sont indigentes.

Le projet a été adopté dans toutes les sections, à l'unanimité des membres présents, quoiqu'il ait cependant fait dans chacune d'elles, sauf dans la cinquième, l'objet de nombreuses observations.

I.

Votre Section centrale a été d'accord avec le Gouvernement pour reconnaître que les autorités administratives devront disposer de pouvoirs exceptionnels pour assurer le logement des évacués et des réfugiés rapatriés.

Ceux-ci sont nombreux; il paraît, d'autre part, certain que, plus de 80,000 maisons ont été détruites en Belgique pendant la guerre; il est impossible que tous ces immeubles soient reconstruits à très bref délai après la conclusion de la paix. Il est permis de croire que dans certaines régions du pays les logements seront surpeuplés et que les loyers pourraient atteindre

(1) Projet de loi, n° 155.

(2) La section centrale était composée de M. M. Mechelynck, président, Maes, Pussemier, Peel, Ernest, Leyniers, De Ponthière.

un taux exagéré, si, comme la morale et l'hygiène le commandent, les pouvoirs publics ne possédaient pas le droit d'héberger les évacués et les réfugiés rapatriés dans les immeubles qui ne sont pas réellement occupés par ceux qui les détiennent.

Mais la Section centrale constatant que rien, ni dans l'exposé des motifs du projet de loi qui nous occupe, ni dans le texte des articles proposés, ne permettait de dire quand une famille évacuée ou réfugiée sera censée ne pas pouvoir se procurer un établissement convenable; quand un habitant du royaume sera exproprié du droit qu'il possède d'occuper avec les personnes de son choix l'immeuble qu'il détient à un titre quelconque; comment sera fixé le montant de l'indemnité payable au logeur, a examiné si elle devait vous demander de vous rallier au système proposé par le Gouvernement et d'admettre qu'un arrêté royal déterminerait les cas dans lesquels les habitants du royaume seront tenus de pourvoir, moyennant indemnité, au logement des évacués et des réfugiés rapatriés.

Elle a demandé au Ministre de l'Intérieur s'il lui était possible de communiquer déjà le texte des dispositions essentielles de cet arrêté royal.

M. le Ministre de l'Intérieur lui a fait parvenir la lettre suivante :

« Bruxelles, le 6 mai 1919.

» *À Monsieur Pussemier, membre de la Chambre des Représentants.*

» MON CHER COLLÈGUE,

» Comme suite à ma lettre du 5 mai, répondant à votre demande du 2, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'arrêté royal visé au primo du projet relatif au logement des réfugiés déterminera les conditions d'hygiène et de moralité à observer dans l'hébergement de ces personnes, ainsi que le taux des indemnités dues aux logeurs, taux qui variera selon l'importance des localités et suivant les conditions d'existence dans les diverses régions.

» Je saisis cette occasion pour faire connaître à la Section centrale que je ne verrais pas d'inconvénient à ce que la loi, en vue de prévenir des abus possibles, contienne une disposition permettant au juge de paix d'excuser les habitants qui auraient à faire valoir des motifs légitimes à l'appui de leur refus de recevoir des évacués qu'ils auraient été requis d'héberger.

» A cet effet, l'article 4 pourrait être complété comme suit : « Toutefois, » le juge de paix excusera le délinquant qui justifiera un refus par des » motifs légitimes. »

» Veuillez agréer, mon cher Collègue, l'expression de mes sentiments dévoués.

» BROQUEVILLE. »

Quoique la réponse donnée par M. le Ministre de l'Intérieur ne soit précise que sur un point déterminé, votre Section centrale vous propose

cependant d'adopter le système proposé par le Gouvernement, de vous rallier au principe de l'amendement dont il a communiqué le texte et d'admettre la réglementation par arrêté royal. Elle le fait parce que le vote du projet de loi est urgent et que la rédaction d'un texte précis et complet, s'appliquant aux innombrables cas divers qui devront être solutionnés, exigerait une longue enquête préalable, pendant laquelle le retour au pays des réfugiés serait arrêté. Elle espère aussi que le Gouvernement admettra que l'arrêté royal contiendra des dispositions, qui imposeront, en principe aux communes, l'obligation d'aménager les locaux publics et des baraques pour y recevoir les évacués et les réfugiés rapatriés, avant de requérir l'hébergement de ceux-ci chez les particuliers, qui garantiront l'exécution complète par toutes les administrations communales de la mission qui pourrait leur être confiée.

II.

Le projet de loi ne prévoit que l'hébergement des familles évacuées à l'arrière des troupes ennemies et celui des réfugiés rapatriés.

Votre Section centrale n'a pas admis cette énumération limitative.

Elle estime que le logement d'autres catégories de victimes de la guerre doit préoccuper les pouvoirs publics.

Il est évident que ceux-ci ne peuvent d'abord se désintéresser du sort des familles demeurées au pays, mais qui ont été évacuées à l'arrière des troupes belges ou alliées.

On ne peut ensuite oublier qu'en 1914 les habitants des régions par où l'ennemi a pénétré en Belgique, ceux de Visé, de Namur, de Dinant, de Tamines, par exemple; qu'en 1918 les habitants de toute la région où s'est déroulée la glorieuse offensive qui nous libérait, n'ont abandonné leurs communes que pendant quelques jours pour se soustraire aux dangers des combats qui étaient livrés dans leurs environs, mais qu'à leur retour presque tous ont trouvé leur foyer détruit et leur mobilier enlevé.

L'humanité et l'hygiène exigent enfin qu'une habitation convenable puisse être donnée aux familles qui n'ont jamais quitté le lieu de leur résidence habituelle, comme par exemple Furnes et Courtrai, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre.

Votre Section centrale, amendant le texte des articles 1 et 2 du projet de loi qui vous est soumis, vous propose des mesures en faveur des familles énumérées ci-dessus.

III.

Le projet de loi attribue au Ministre de l'Intérieur, le droit de fixer le nombre d'évacués et de réfugiés que chaque province devra héberger.

Des membres de la Section centrale avaient demandé une atténuation de cette obligation pour la région des étapes et pour celle du front.

La Section centrale ne propose cependant aucun amendement à la Chambre.

Il est incontestable que la région des étapes doit bénéficier d'un traite-

ment de faveur. Elle a beaucoup souffert ; elle a été systématiquement pillée ; les habitants, qui tous ont logé le soldat ennemi pendant plus de quatre ans, ne réclament pas un privilège quand ils demandent à pouvoir enfin seuls occuper leurs foyers.

Mais il serait dangereux de limiter le droit du Ministre de l'Intérieur. Le retour d'évacués et de réfugiés dans la région dont ils sont originaires s'imposera plus souvent qu'on ne le croit : il rapprochera les familles de leur milieu traditionnel, il permettra de disposer de main-d'œuvre là où les ruines se sont accumulées.

IV.

Un membre de la Section centrale a demandé que les dépenses faites jusqu'à ce jour pour assurer l'entretien des évacués soient remboursées par l'État.

La majorité des membres de la Section centrale ne se sont pas ralliés à cette proposition.

Les dépenses faites en faveur des familles évacuées à l'arrière des troupes ennemies ont été en partie assumées par le Comité national de Secours et d'Alimentation.

Décider que l'État remboursera toute la partie de la dépense qui n'a pas été liquidée par le Comité national, à supposer qu'il soit possible d'établir et de justifier le montant de cette dépense, n'est-ce pas, en réalité, vouloir méconnaître les sentiments qui, en 1914 comme en 1918, ont amené tous les Belges à mettre la place dont ils disposaient à leur foyer à la disposition des malheureux qui fuyaient devant les troupes ennemies, ignorant chaque jour si le lendemain ils trouveraient encore un abri et du pain ? Tous, à ce moment, nous nous sommes imposé des sacrifices sans hésitation ; personne n'a songé à être un jour indemnisé pour cette dépense-là ; rien ne peut maintenant venir diminuer la beauté, la grandeur et la spontanéité d'une aide mutuelle que la communauté des malheurs imposait.

V.

Votre Section centrale, amendant l'article 5 du projet de loi qui vous est soumis, précise les obligations qui sont assumées par l'État.

Le texte de cet article 5 prévoit le remboursement par l'État des avances qui seront faites par les communes pour assurer le paiement des indemnités dues du chef de logement des évacués et des réfugiés rapatriés.

Les communes agissant pour le compte de l'État, il est logique que ce dernier rembourse également l'intérêt des capitaux que les communes devront emprunter pour liquider les avances qui leur sont imposées.

L'amendement dont la Section centrale a l'honneur de proposer l'adoption à la Chambre, se justifie encore par la considération que les ressources dont les communes disposent sont réduites, tandis que leurs charges croissent chaque jour et que toutes devront donc recourir à l'emprunt.

VI.

L'article 3 du projet de loi prévoit l'aménagement de locaux pour l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés.

La majorité des membres de la Section centrale estiment que si cet aménagement s'impose, il ne sera pas, en principe, construit de maisons provisoires. Ces habitations, destinées à disparaître à bref délai, exigeront une dépense considérable; les ressources dont nous disposons doivent être affectées en ordre principal aux travaux définitifs dont l'exécution assure la reprise de la vie normale dans le pays. Le séjour dans un baraquement n'est pas plus incommode que le séjour dans une habitation provisoire, et l'occupation d'une maison pareille peut entraver l'effort qui sera nécessaire pour s'assurer la possession d'un immeuble répondant aux conditions d'une habitation normale.

Votre Section centrale croit devoir attirer l'attention de la Chambre sur l'obligation qui incombe plus que jamais aux pouvoirs publics de favoriser la construction de maisons d'habitation :

Elle estime qu'un examen du projet de loi instituant une société nationale des habitations et des logements à bon marché qui fut adopté par la Chambre au cours de la session 1913-1914, mais qui fut amendé par le Sénat, s'impose. Par le vote de ce projet, la construction de maisons à loyer peu élevé sera facilitée et le problème du logement des évacués et des réfugiés rapatriés trouvera une solution plus rapide.

VII.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

La Section centrale, pour les motifs donnés ci-dessus, propose un amendement à cet article.

La partie finale de cet article devrait, à partir des mots : « *troupes ennemies* », être rédigée comme suit :

« ... troupes belges, alliées ou ennemies ; des personnes qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées ; des personnes qui n'ont pas quitté le lieu de leur résidence, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre. »

ART. 2.

Si l'hébergement des familles que les événements de la guerre ont privées de toute habitation est une dette nationale; si, par conséquent, l'État assume le paiement du loyer dû par les évacués et par les réfugiés rapatriés indigents, il faut donc que celui-ci supporte également la charge du loyer dû par

es familles indigentes demeurées au pays, mais dont la demeure a été complètement détruite par un fait de guerre.

L'énumération des familles pouvant invoquer l'application des dispositions de cet article doit donc être complétée.

Votre Section centrale vous propose de rédiger comme suit l'article 2 :

« Les indemnités de logement à payer en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi par les personnes qui sont indigentes sont mises à charge de l'État. »

ART. 3.

Il est évident que le Ministre de l'Intérieur ne peut organiser le séjour, dans une province déterminée, des familles qui n'ont pas abandonné le lieu de leur résidence, dont la demeure a été détruite par un fait de guerre, mais qui ne possèdent point d'établissement convenable.

L'hébergement de ces familles ne peut être organisé que par le Collège échevinal de la commune où elles habitent.

Il faut donc lui conférer les pouvoirs indispensables.

Aussi, votre Section centrale vous propose-t-elle l'adoption d'un article 3bis qui serait rédigé comme suit :

« Le Collège des bourgmestre et échevins assure, en se conformant aux prescriptions de l'arrêté royal prévu à l'article 1 de la présente loi, le logement des personnes qui n'ont pas quitté le lieu de leur résidence, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre. »

ART. 3^{ter}.

Le Gouvernement propose, comme il a été exposé ci-dessus, de compléter l'article 4 du projet de loi et de dire : « Toutefois, le juge de paix excusera le délinquant qui justifiera un refus par des motifs légitimes. »

Il est donc d'accord avec la section centrale pour admettre que l'habitant pourra en fait interjeter appel de la décision du Collège échevinal, le requérant de fournir un logement à une victime de la guerre.

Votre section centrale estime que le texte de cet amendement pourrait être précisé et qu'il devrait être inséré après les articles 3 et 3^{bis} du projet de loi qui confèrent aux administrations communales le droit de requérir un logement.

Votre section centrale vous propose la réduction suivante :

« L'habitant du royaume requis par le Collège échevinal de loger des personnes énumérées à l'article 1, pourra se pourvoir contre cette décision devant le juge de son canton. »

ART. 4.

Le texte ne dit pas que la peine sera appliquée par le juge; mais il ne peut y avoir un doute à ce sujet : que le collège échevinal ne sera pas compétent pour infliger une peine et celle-ci sera appliquée par le juge répressif.

ART. 5.

La Section centrale, pour les motifs indiqués ci-dessus, vous propose de compléter l'alinéa 3 de cet article par l'insertion, après les mots : « *Les avances faites de ce chef* », des mots :

« *ainsi que le montant des intérêts dus pour les emprunts contractés dans ce but.* »

ART. 6.

L'énumération des familles qui pourront être assistées doit, pour les motifs qui justifient l'amendement de l'article 2, être complétée.

La Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre de rédiger comme suit l'article 6 à partir des mots à charge de l'État :

« aux personnes énumérées à l'article 1^{er} de la présente loi lorsqu'elles se trouvent dans le besoin. »

ART. 7 ET 8 (nouveaux).

Votre Section centrale vous a exposé les raisons qui l'ont amenée à se rallier à regret au principe qu'un arrêté royal déterminerait les conditions d'application de la loi.

Il lui paraît que le Parlement doit, sans être obligé de faire réunir de nombreux documents publiés dans des recueils divers, pouvoir suivre les détails d'application d'une loi conférant aux autorités administratives des pouvoirs exceptionnels et considérables; il doit surtout être mis à très bref délai à même de vérifier si les circonstances imposent le maintien de ces pouvoirs et l'obligation pour l'habitant de pourvoir au logement de certaines catégories de victimes de la guerre.

Elle vous propose donc d'adopter deux articles conçus comme suit :

ART. 7.

« *Au cours du premier trimestre de l'année 1920, le Gouvernement fera rapport aux Chambres législatives sur l'application de la loi pendant l'année 1919.* »

ART. 8.

« *La présente loi cessera ses effets au 1^{er} janvier 1921.* »

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.



Projet de loi

ARTICLE PREMIER.

En attendant qu'un établissement convenable puisse être assuré aux intéressés, les habitants sont tenus de pourvoir, dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté royal et moyennant indemnité, au logement des personnes originaires des régions dévastées, qui ont été évacuées à l'arrière des troupes ennemies ou qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées dans le pays.

ART. 2.

Les indemnités de logement à payer par les évacués ou réfugiés rapatriés qui se trouvent dans l'indigence sont mises à la charge de l'État.

ART. 3.

Le Ministre de l'Intérieur répartit entre les provinces qu'il détermine le nombre des évacués et réfugiés rapatriés qui doivent être hébergés.

Sur réquisition du Gouverneur de la province, les collèges des bourgmestre et échevins répartissent

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

In afwachting dat de belanghebbenden op behoorlijke wijze kunnen gehuisvest worden, is de bevolking ertoe gehouden, volgens de voorwaarden die bij koninklijk besluit bepaald zullen worden, en mits vergoeding, onderkomen te verschaffen aan de personen uit de verwoeste streken, die achter de vijandelijke troepen werden weggevoerd, of die, in den vreemde gevlucht, in het land zijn teruggekeerd.

ART. 2.

De woonstvergoeding te betalen door de weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen die in staat van onvermogen verkeerren, is ten laste van den Staat.

ART. 3.

De Minister van Binnenlandsche Zaken verdeelt over de door hem aangeduide provinciën het getal der weggevoerden of der in 't land teruggekeerde vluchtelingen, die moeten ondergebracht worden. Op vordering van den Gouverneur der pro-

Projet amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Rédiger la finale de cet article comme suit :

..... troupes belges, alliées ou ennemies; des personnes qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées; des personnes qui n'ont pas quitté le lieu de leur résidence, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre.

ART. 2.

Rédiger cet article comme suit :

Les indemnités de logement à payer, en exécution de l'article premier de la présente loi, par les personnes qui sont indigentes, sont mises à charge de l'Etat.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Ontwerp door de Middenafdeeling gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

Het slot van dit artikel te doen luiden :

... achter de Belgische, geallieerde of vijandelijke troepen werden weggevoerd; aan de personen die, in den vreemde gevlucht, in het land zijn teruggekeerd; aan de personen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd.

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden :

De woonvergoedingen, ter uitvoering van het eerste artikel dezer wet te betalen door de personen die onvermogen zijn, vallen ten laste van den Staat.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi

les évacués et les réfugiés rapatriés qui ont été assignés à leur commune respective, entre les habitants de la localité, suivant la capacité de logement de celle-ci.

ART. 4.

Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés dans les conditions stipulées par l'autorité locale, est passible d'une amende de 10 francs par jour de retard à satisfaire à la réquisition de cette autorité.

Wetsontwerp.

vincie verdeelen de Colleges van Burgemeester en Schepenen de aan hunne onderscheidenlijke gemeente toegewezen weggevoerden of in 't land terruggekeerde vluchtelingen over de woningen der gemeente, naar gelang de plaatsruimte ervan.

ART. 4.

Weigering tot verschaffing van onderkomen, in de door de plaatselijke overheid bepaalde voorwaarden, aan weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen is strafbaar met eene boete van 10 frank voor elken dag verzuim in het gevolggeven aan de opvordering dezer overheid.

Projet amendé par la Section centrale.

Ontwerp door de Middenafdeeling gewijzigd.

ART. 3^{us} (nouveau).

Insérer un nouvel article ainsi conçu :

Le Collège des bourgmestre et échevins assure, en se conformant aux prescriptions de l'arrêté royal prévu à l'article premier de la présente loi, le logement des personnes qui n'ont pas quitté le lieu de leur résidence, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre.

ART 3^{us} (nouveau).

L'habitant du royaume requis par le Collège échevinal de loger des personnes énumérées à l'article premier, pourra se pourvoir contre cette décision devant le juge de son canton.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 3^{us} (nieuw).

Een nieuw artikel in te voegen, luidende :

Het College van Burgemeester en Schepenen zorgt, met inachtneming van de voorschriften van het koninklijk besluit voorzien bij het eerste artikel dezer wet, voor het huisvesten van de personen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd.

ART. 3^{us} (nieuw).

De ingezetene, door het Schepencollege aangezocht om de in het eerste artikel vermelde personen te huisvesten, kan van deze beslissing in beroep komen bij den rechter van zijn kanton.

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 5.

L'administration communale assure mensuellement le paiement des indemnités dues du chef de logement des évacués ou réfugiés rapatriés indigents. Elle assure, le cas échéant, les dépenses nécessitées par l'aménagement des locaux pour l'hébergement des indigents et leur mise en ménage.

Les avances faites de ce chef sont remboursées aux communes par le département de l'Intérieur, sur production d'états appuyés des pièces de comptabilité.

ART. 6.

Un arrêté royal détermine le taux des indemnités d'entretien qui peuvent être allouées, à charge de l'État, aux évacués et aux réfugiés rapatriés, lorsqu'ils se trouvent dans le besoin.

Wetsontwerp.

ART. 5.

Het gemeentebestuur betaalt maandelijks de vergoeding voor woon, schuldig wegens onderbrenging der behoeftige weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen. Desvoorkomend voorziet het ook in de uitgaven tot het geschiktmaken van de woonlokalen voor behoeftigen en tot het bezorgen van huisraad.

De daarvoor gedane voorschotten worden den gemeenten, op overlegging van staten met rekeningsbewijzen erbij, door het Departement van Binnenlandsche Zaken terugbetaald.

ART. 6.

Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die op Staatskosten aan de weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen mogen toegekend worden, wanneer zij zich in nood bevinden.

Projet amendé par la Section centrale.

ART. 5.

Compléter le deuxième alinéa comme suit :

Les avances faites de ce chef, ainsi que le montant des intérêts dus pour les emprunts contractés dans ce but, sont remboursés aux communes par le Département de l'Intérieur, sur production d'états appuyés des pièces de comptabilité.

ART. 6.

Rédiger cet article comme suit :

Un arrêté royal détermine le taux des indemnités d'entretien qui peuvent être allouées, à charge de l'État, aux personnes énumérées à l'article premier de la présente loi, lorsqu'elles se trouvent dans le besoin.

ART. 7 (nouveau).

Au cours du premier trimestre de l'année 1920, le Gouvernement fera rapport aux Chambres législatives sur l'application de la loi pendant l'année 1919.

ART. 8 (nouveau).

La présente loi cessera ses effets au 1^{er} janvier 1921.

Ontwerp door de Middenafdeeling gewijzigd.

ART. 5.

Het tweede lid aldus aan te vullen :

De uit dien hoofde gedane voorschotten, alsmede het bedrag der interesten verschuldigd wegens de daartoe gesloten leeningen, worden aan de gemeenten, op overlegging van staten met de rekeningsbewijzen erbij, door het Departement van Binnenlandsche Zaken terugbetaald.

ART. 6.

Dit artikel te doen luiden als volgt:

Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die, op 's Rijks kosten, aan de in het eerste artikel dezer wet vermelde personen kunnen toegekend worden, wanneer zij in nood verkeereren.

ART. 7 (nieuw).

In den loop van het eerste trimester van het jaar 1920 zal de Regeering aan de Wetgevende Kamers verslag doen over de toepassing dezer wet gedurende het jaar 1919.

ART. 8 (nieuw).

Deze wet houdt op van kracht te zijn op 1 Januari 1921.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MEI 1919.

Wetsontwerp

betreffende de huisvesting der in 't land teruggekeerde vluchtelingen en de woonvergoedingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u door de Regeering wordt voorgelegd, heeft ten doel :

1^o De huisvesting te verzekeren van de gezinnen, herkomstig uit de verwoeste streken en van het vijandelijk front weggevoerd, en die van de gezinnen welke, tijdens den oorlog naar het buitenland uitgeweken, naar het land worden teruggebracht ;

2^o Te voorzien in den onderstand van deze gezinnen, indien zij onvermogen zijn.

In al de afdelingen werd het ontwerp aangenomen door al de aanwezige leden, ofschoon het in al de afdelingen, uitgenomen in de vijfde, aanleiding gaf tot talrijke opmerkingen.

I.

Uwe Middenafdeeling was het met de Regeering eens om te erkennen dat aan de bestuursoverheden uitzonderlijke bevoegdheden dienen te worden toegekend om de huisvesting der uitgedrevenen en der teruggekeerde vluchtelingen te verzekeren.

Hun getal is aanzienlijk; anderzijds blijkt het zeker dat meer dan 80,000 huizen onder den oorlog in België werden verwoest; het is onmogelijk al

(1) Wetsontwerp, n^r 135.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren MECHelynck, voorzitter, MAES, PUSSEMIER, PEEL, ERNEST, LEYNIERS, DE PONTIÈRE.

deze huizen binnen een zeer kort tijdsverloop na het sluiten van den vrede te herbouwen. Het is te voorzien dat, in sommige streken van het land, de woningen overbevolkt zullen zijn en de huren in overdreven mate zouden kunnen stijgen, indien, zooals zedenleer en gezondheidsleer het ook opleggen, de openbare machten niet het recht mochten hebben om de uitgedrevenen en de teruggekeerde vluchtelingen onder dak te brengen in de vaste goederen welke niet metterdaad bewoond zijn door hen die het bezit daarvan hebben.

Doch de Middenafdeeling, vaststellende dat noch in de Memorie van Toelichting van het door ons behandelde wetsontwerp, noch in den tekst van de voorgestelde artikelen wordt bepaald wanneer een uitgedreven of uitgeweken gezin zal geacht worden in de onmogelijkheid te verkeereren zich eene geschikte huisvesting aan te schaffen; wanneer een inwoner van het Rijk zal beroofd worden van zijn recht om het goed, dat op welke wijze ook het zijne is, te betrekken met personen naar zijne keuze; hoe het bedrag der aan den woongever te betalen vergoeding zal vastgesteld worden, heeft nagegaan of zij u verzoeken moest u met de door de Reggering voorgestelde regeling te vereenigen en aan te nemen dat de gevallen, waarin de ingezetenen zullen verplicht zijn, de uitgedrevenen en de teruggekeerde vluchtelingen mits vergoeding te huisvesten, bij koninklijk besluit zullen bepaald worden.

Zij heeft den Minister van Binnenlandsche Zaken gevraagd of hij den tekst van de hoofdzakelijke bepalingen van dit koninklijk besluit reeds kon mededeelen.

De Minister van Binnenlandsche Zaken antwoordde haar als volgt :

« Brussel, 6 Mei 1919.

« *Den Heer Pussemier, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.*

GEACHT MEDELID,

« Als gevolg op mijnen brief van 5 Mei, antwoordend op uwe vraag van 2^{de} Mei, heb ik de eer U ter kennis te brengen dat het bij artikel 1 bedoeld koninklijk besluit betreffende de huisvesting van de vluchtelingen zal bepalen aan welke vereischten bij het huisvesten van die personen dient voldaan te worden ten opzichte van gezondheid en zedelijkheid, alsmede welke vergoedingen verschuldigd zijn aan hen, die huisvesting verschaffen; het bedrag dier vergoedingen zal verschillen volgens de gemeenten en tevens volgens de levenstoestanden in de onderscheidene streken.

» Ik neem deze gelegenheid te baat om aan de Middenafdeeling ter kennis te brengen dat, ten einde mogelijke misbruiken te voorkomen, in de wet zonder bezwaar, naar mijne meening, kan opgenomen worden eene bepaling, krachtens welke de vrederechter bevoegd zou zijn om de inwoners te versooneen, die wettige redenen zouden aanvoeren tot staving hunner weigering, uitgedrevenen te huisvesten zooals zij daartoe mochten aangezocht worden.

» Met dat doel zou artikel 4 kunnen aangevuld worden als volgt : « Echter » kan de vrederechter den overtreders verschoonen, wanneer deze wettige » redenen aanvoert tot staving eener weigering. »

» Gelief, Waarde Medelid, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

» BROQUEVILLE. »

Ofschoon het antwoord van den Minister van Binnenlandsche Zaken slechts een bepaald punt uitdrukkelijk verklaart, dan toch stelt de Middenafdeeling u voor, de door de Regeering voorgestelde regeling aan te nemen, het beginsel van het door haar medegedeeld amendement goed te keuren en u te vereenigen met de regeling bij koninklijk besluit. Zij handelt aldus, omdat de aanneming van het ontwerp spoed eischt en het opmaken van een omschreven en volledige tekst, toepasselijk op de talrijke gevallen die dienen te worden opgelost, een lang vooronderzoek zou eischen, gedurende hetwelk de terugkeer der vluchtelingen naar het land zou tegengehouden worden. Zij hoopt tevens dat de Regeering er in zal toestemmen, in het koninklijk besluit bepalingen op te nemen die, in beginsel, aan de gemeenten de verplichting opleggen de openbare gebouwen en barakken in te richten om er de uitgedrevenen en de teruggekeerde vluchtelingen te behuizen, alvorens te eischen dat dezen geherbergd worden bij de inwoners, die de volledige uitvoering door al de gemeentebesturen van de hun opgedragen taak zullen waarborgen.

II.

Het wetsontwerp voorziet enkel de behuizing der gezinnen, van het vijandelijk front weggevoerd, en deze van de teruggekeerde vluchtelingen.

Uwe Afdeeling nam deze beperkende opsomming niet aan.

Zij oordeelt dat de huisvesting van nog andere klassen van oorlogsslachtoffers de aandacht der openbare machten verdient.

Het is klaar dat deze dienen vooreerst belang te stellen in den toestand der gezinnen, welke in het land waren gebleven, doch van het Belgisch front of van het front der geallieerde legers werden weggevoerd.

Men mag vervolgens ook niet vergeten dat, in 1914, de bewoners der streken, langs waar de vijand in België drong, die van Visé, van Namen, van Dinant, van Tamines, bij voorbeeld; dat, in 1918, de bewoners van de gansche streek, waar het roemrijke offensief plaats had dat ons bevrijdde, hunne gemeenten slechts voor eenige dagen verlieten om te ontsnappen aan de gevaren van de gevechten, die in hunne omstreken geleverd werden, doch dat schier allen bij hun terugkeer hun haardstede vernietigd vonden en vaststelden dat hunne meubels ontvreemd waren.

De menscheijkheid en de volksgezondheid eischen eindelijk dat eene behoorlijke woning gegeven worde aan de gezinnen die nooit hunne gewone verblijfplaats verlieten, zooals bij voorbeeld Veurne en Kortrijk, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd.

Uwe Middenafdeeling wijziget den tekst der artikelen 1 en 2 van het voor-

gelegde ontwerp en stelt u maatregelen voor ten bate van bovengemelde gezinnen.

III.

Het wetsontwerp kent aan den Minister van Binnenlandsche Zaken het recht toe om het getal uitgedrevenen en vluchtelingen te bepalen, dat elke provincie herbergen moet.

Leden van de Middenafdeeling hadden eene verzachting van die verplichting gevraagd voor het etappengebied en voor het frontgebied.

De Middenafdeeling stelt nochtans geen wijziging voor aan de Kamer.

Onbetwistbaar dient het etappengebied eene gunstbehandeling te bekomen. Het heeft veel geleden; het werd stelselmatig uitgeplunderd; de bewoners, die allen den vijandelijken soldaat gedurende meer dan vier jaren gehuisvest hebben, vragen geen voorrecht, wanneer zij eindelijk alleen in hun huis willen zijn.

Het ware echter gevaarlijk, het recht van den Minister van Binnenlandsche Zaken te beperken. De terugkeer van uitgedrevenen en vluchtelingen naar de streek, waarvan zij afkomstig zijn, zal zich vaker opdringen dan men denkt: hij zal de gezinnen nader bij hun gewonen kring brengen; hij zal toelaten over werkkrachten te beschikken, daar waar schier alles in puin ligt.

IV.

Een lid van de Middenafdeeling vroeg dat de uitgaven, tot dusver gedaan om het onderhoud van de uitgedrevenen te verzekeren, door den Staat zouden terugbetaald worden.

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling sloot zich bij dat voorstel niet aan.

De uitgaven, gedaan ten gunste der gezinnen weggevoerd van het vijandelijk front, werden gedeeltelijk bestreden door het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding.

Mocht men beslissen dat de Staat gansch het deel van de kosten, dat door het Nationaal Comité niet werd uitbetaald, zal terugbetalen, gesteld zelfs dat men het bedrag dier kosten kunne vaststellen en rechtvaardigen, zou men dan feitelijk niet de gevoelens miskennen, die in 1914 en 1918 alle Belgen er toe bewogen de plaats, die zij aan hunnen haard over hadden, ter beschikking te stellen van de ongelukkigen die vluchtten voor den vijand en die niet wisten of zij 's anderendaags nog onderdak en brood vinden zouden? Allen hebben wij ons op dat oogenblik, zonder aarzeling, opofferingen getroost; niemand heeft er aan gedacht, eene vergoeding voor die uitgaven te bekomen; niets mag thans de schoonheid, de verhevenheid en de natuurlijkheid van een onderlinge hulp komen verminderen, die door gemeenschappelijk lijden opgelegd was.

V.

Uwe Middenafdeeling, door eene wijziging in artikel 5 van het u voorgelegd ontwerp, bepaalt nader de verplichtingen die ten laste van den Staat vallen.

De tekst van dit artikel 5 voorziet de terugbetaling, door den Staat, van de voorschotten gedaan door de gemeenten tot verzekering van de betaling der vergoedingen verschuldigd wegens huisvesting van de teruggekeerde uitgedrevenen en vluchtelingen.

Daar de gemeenten voor rekening van den Staat handelen, is het redematig dat deze ook den interest terugbetaalt van de kapitalen, welke de gemeenten ontleenen moeten om de haar opgelegde voorschotten uit te keeren.

Het amendement, waarvan de Middenafdeeling de aanneming aan de Kamer voorstelt, is eveneens gerechtvaardigd door de overweging, dat de geldmiddelen, waarover de gemeenten beschikken, verminderd zijn, terwijl hunne lasten elken dag toenemen en alle leeningen zullen moeten aangaan.

VI.

Artikel 5 van het wetsontwerp voorziet het inrichten van lokalen om de teruggekeerde uitgedrevenen en vluchtelingen te herbergen.

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling meent dat, zoo die inrichting noodzakelijk is, er, in beginsel, geen voorloopige huizen zullen gebouwd worden. Deze woningen, bestemd om binnen korten tijd te verdwijnen, zullen zeer veel kosten; de geldmiddelen, waarover wij beschikken, moeten hoofdzakelijk besteed worden aan blijvende werken, waarvan de uitvoering de herneming van het normaal leven des lands verzekert. Het verblijf in een barakkengebouw is niet bezwaarlijker dan het verblijf in een voorloopige woning en het betrekken van zulke woning kan de poging verlammen, die zal noodig zijn om in het bezit te komen van een vast goed dat voldoet aan de vereischten eener normale woning.

Uwe Middenafdeeling meent de aandacht der Kamer te moeten vestigen op de verplichting, die meer dan ooit op de openbare machten weegt om het bouwen van werkmanswoningen te bevorderen.

Zij meent dat het volstrekt noodig is, het wetsontwerp tot instelling van eene nationale maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken, dat gedurende het zittingsjaar 1913-1914 aangenomen, doch door den Senaat gewijzigd werd, te onderzoeken. Door het aannemen van bedoeld ontwerp, zal het oprichten van huizen met lage huur vergemakkelijkt worden en het vraagstuk van de huisvesting der teruggekeerde uitgedrevenen en vluchtelingen zal spoediger opgelost worden.

VII.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET WETSONTWERP.

EERSTE ARTIKEL.

Om de hierboven uiteengezette redenen stelt de Middenafdeeling een amendement op dit artikel voor.

Het slot van dit artikel zou, vanaf de woorden : « *uit de verwoeste streken die* », moeten gelezen worden als volgt :

« achter de Belgische, geallieerde of vijandelijke troepen werden weg-

gevoerd; aan de personen die, in den vreemde gevlucht, in het land zijn teruggekeerd; aan de personen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd. »

ART. 2.

Is het huisvesten van de gezinnen, die door de oorlogsgebeurtenissen werden beroofd van om 't even welke woning, eene nationale schuld en verplicht de Staat zich bijgevolg tot betaling van de huur verschuldigd door de onvermogene uitgedrevenen en vluchtelingen, die in het land terugkeeren, dan dient de Staat ook te zijnen laste te nemen de huur verschuldigd door de onvermogene gezinnen, die in het land zijn gebleven, doch wier woning door een oorlogsfeit volkomen vernietigd werd.

De opsomming van de gezinnen, die op de bepalingen van dit artikel kunnen aanspraak maken, moet dus aangevuld worden.

De Middenafdeeling stelt u voor, artikel 2 te doen luiden als volgt :

« De woonvergoedingen, ter uitvoering van het eerste artikel dezer wet te betalen door de personen die onvermogen zijn, vullen ten laste van den Staat. »

ART. 3.

Het spreekt vanzelf dat de Minister van Binnenlandsche Zaken zich niet kan belasten met het inrichten van het verblijf, in eene bepaalde provincie, van de gezinnen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd, doch die niet over eene behoorlijke vestiging beschikken.

Het huisvesten van die gezinnen kan slechts ingericht worden door het Schepencollege van de gemeente waar zij wonen.

Men moet hun dus de onontbeerlijke bevoegdheden toekennen.

Daarom stelt de Middenafdeeling u voor, een artikel 3^{de} aan te nemen, dat luiden zou als volgt :

« Het College van Burgemeester en Schepenen zorgt, met inachtneming van de voorschriften van het koninklijk besluit voorzien bij het eerste artikel dezer wet, voor het huisvesten van de personen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd. »

ART. 3^{de}.

Zooals hierboven is uiteengezet, stelt de Regeering voor, artikel 4 van het wetsontwerp aan te vullen en daaraan de volgende bepaling toe te voegen :

« Echter kan de vrederechter den overtreders verschoonen, wanneer deze wettige redenen aanvoert tot staving eener weigering. »

De Regeering is het met de Middenafdeeling dus eens om aan te nemen dat de ingezetene feitelijk in beroep komen kan van de beslissing, waarbij het Schepencollege hem aanzoekt aan een oorlogsslachtoffer huisvesting te verschaffen.

De Middenafdeeling is bijgevolg van meening dat de tekst van dit amendement zou nader omschreven kunnen worden en dat het dient te worden ingevoegd na de artikelen 3 en 5^{de} van het wetsontwerp waarbij aan de gemeentebesturen het recht tot opvordering van huisvesting wordt toegekend.

De Middenafdeeling stelt u den volgende tekst voor :

« De ingezetene, door het Schepencollege aangezocht om de in het eerste artikel vermelde personen te huisvesten, kan van deze beslissing in beroep komen bij den rechter van zijn kanton. »

ART. 4.

De tekst bepaalt niet dat de straf door den rechter zal toegepast worden, doch hieromtrent kan niet de minste twijfel bestaan : het schepencollege zal niet bevoegd zijn om eene straf op te leggen ; deze zal door den strafrechter toegepast worden.

ART. 5.

Om de hooger vermelde redenen stelt de Middenafdeeling u voor, het 3^{de} lid van dit artikel aan te vullen door toevoeging, na de woorden : *« De uit dien hoofde gedane voorschotten »*, van de woorden :

« ... alsmede het bedrag der interesten verschuldigd wegens de daartoe gesloten leeningen. »

ART. 6.

De opsomming van de gezinnen die men zal kunnen bijstaan dient, om de redenen aangevoerd tot staving van het amendement op artikel 2, te worden aangevuld.

De Middenafdeeling stelt aan de Kamer voor, artikel 6 te doen luiden als volgt :

« Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die, op 's Rijks kosten, aan de in het eerste artikel dezer wet vermelde personen kunnen toegekend worden, wanneer zij in nood verkeerden. »

ART. 7 en 8 (nieuw).

De Middenafdeeling zette u uiteen om welke redenen zij betreurde zich te vereenigen met het beginsel, dat de wijzen van toepassing der wet bij koninklijk besluit zouden geregeld worden.

Het komt haar voor, dat het Parlement, zonder gedwongen te zijn talrijke, in onderscheidene verzamelingen bekendgemaakte stukken te moeten vereenigen, dient te kunnen nagaan hoe eene wet, welke uitzonderlijke en gewichtige bevoegdheden aan de bestuursoverheden verleent, in de practijk toegepast wordt. Vooral dient het zeer spoedig in staat gesteld te zijn om na te gaan of het behoud dier bevoegdheden en de verplichting voor den ingezetene tot huisvesting van sommige klassen van oorlogsslachtoffers door de omstandigheden zijn opgelegd.

Zij stelt u bijgevolg twee artikelen voor, luidende :

ART. 7.

« In den loop van het eerste trimester van het jaar 1920 zal de Regering aan de Wetgevende Kamers verslag doen over de toepassing dezer wet gedurende het jaar 1919. »

ART. 8.

Deze wet houdt op van kracht te zijn op 1 Januari 1921. »

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



ONTWERP

door de Middenafdeeling gewijzigd

Projet de loi

ARTICLE PREMIER.

En attendant qu'un établissement convenable puisse être assuré aux intéressés, les habitants sont tenus de pourvoir, dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté royal et moyennant indemnité, au logement des personnes originaires des régions dévastées, qui ont été évacuées à l'arrière des troupes ennemies ou qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées dans le pays.

ART. 2.

Les indemnités de logement à payer par les évacués ou réfugiés rapatriés qui se trouvent dans l'indigence sont mises à la charge de l'État.

ART. 3.

Le Ministre de l'Intérieur répartit entre les provinces qu'il détermine le nombre des évacués et réfugiés rapatriés qui doivent être hébergés.

Sur réquisition du Gouverneur de la province, les collèges des bourgmestre et échevins répartissent

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

In afwachting dat de belanghebbenden op behoorlijke wijze kunnen gehuisvest worden, is de bevolking ertoe gehouden, volgens de voorwaarden die bij koninklijk besluit bepaald zullen worden, en mits vergoeding, onderkomen te verschaffen aan de personen uit de verwoeste streken, die achter de vijandelijke troepen werden weggevoerd, of die, in den vreemde gevlucht, in het land zijn teruggekeerd.

ART. 2.

De woonstvergoeding te betalen door de weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen die in staat van onvermogen verkeerren, is ten laste van den Staat.

ART. 3.

De Minister van Binnenlandsche Zaken verdeelt over de door hem aangeduide provinciën het getal der weggevoerden of der in 't land teruggekeerde vluchtelingen, die moeten ondergebracht worden. Op vordering van den Gouverneur der pro-

Projet amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Rédiger la finale de cet article comme suit :

..... troupes belges, alliées ou ennemies; *des personnes* qui, réfugiées à l'étranger, sont rapatriées; *des personnes qui n'ont pas quitté le lieu de leur résidence, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre.*

ART. 2.

Rédiger cet article comme suit :

Les indemnités de logement à payer, *en exécution de l'article premier de la présente loi, par les personnes qui sont indigentes, sont mises à charge de l'Etat.*

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Ontwerp door de Middenadeeling gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

Het slot van dit artikel te doen luiden :

... achter de *Belgische, geallieerde of vijandelijke* troepen werden weggevoerd; *aan de personen* die, in den vreemde gevluht, in het land zijn teruggekeerd; *aan de personen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd.*

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden :

De woonvergoedingen, *ter uitvoering van het eerste artikel dezer wet* te betalen *door de personen die onvermogen zijn*, vallen ten laste van den Staat.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi

les évacués et les réfugiés rapatriés qui ont été assignés à leur commune respective, entre les habitants de la localité, suivant la capacité de logement de celle-ci.

ART. 4.

Le refus de pourvoir à l'hébergement des évacués et des réfugiés rapatriés dans les conditions stipulées par l'autorité locale, est passible d'une amende de 10 francs par jour de retard à satisfaire à la réquisition de cette autorité.

Wetsontwerp.

vincie verdeelen de Colleges van Burgemeester en Schepenen de aan hunne onderscheidenlijke gemeente toegewezen weggevoerden of in 't land terruggekeerde vluchtelingen over de woningen der gemeente, naar gelang de plaatsruimte ervan.

ART. 4.

Weigering tot verschaffing van onderkomen, in de door de plaatselijke overheid bepaalde voorwaarden, aan weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen is strafbaar met eene boete van 10 frank voor elken dag verzuim in het gevolggeven aan de opvordering dezer overheid.

Projet amendé par la Section centrale.

Ontwerp door de Middenafdeeling gewijzigd.

ART. 3^{bis} (nouveau).

Insérer un nouvel article ainsi conçu :

Le Collège des bourgmestre et échevins assure, en se conformant aux prescriptions de l'arrêté royal prévu à l'article premier de la présente loi, le logement des personnes qui n'ont pas quitté le lieu de leur résidence, mais dont la demeure a été détruite par un fait de guerre.

ART 3^{ter} (nouveau).

L'habitant du royaume requis par le Collège échevinal de loger des personnes énumérées à l'article premier, pourra se pourvoir contre cette décision devant le juge de son canton.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 3^{ter} (nieuw).

Een nieuw artikel in te voegen, luidende :

Het College van Burgemeester en Schepenen zorgt, met inachtneming van de voorschriften van het koninklijk besluit voorzien bij het eerste artikel dezer wet, voor het huisvesten van de personen die hunne verblijfplaats niet hebben verlaten, doch wier woning door een oorlogsfeit vernietigd werd.

ART. 3^{ter} (nieuw).

De ingezetene, door het Schepencollege aangezocht om de in het eerste artikel vermelde personen te huisvesten, kan van deze beslissing in beroep komen bij den rechter van zijn kanton.

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

Projet de loi.

ART. 5.

L'administration communale assure mensuellement le paiement des indemnités dues du chef de logement des évacués ou réfugiés rapatriés indigents. Elle assure, le cas échéant, les dépenses nécessitées par l'aménagement des locaux pour l'hébergement des indigents et leur mise en ménage.

Les avances faites de ce chef sont remboursées aux communes par le département de l'Intérieur, sur production d'états appuyés des pièces de comptabilité.

ART. 6.

Un arrêté royal détermine le taux des indemnités d'entretien qui peuvent être allouées, à charge de l'État, aux évacués et aux réfugiés rapatriés, lorsqu'ils se trouvent dans le besoin.

Wetsontwerp.

ART. 5.

Het gemeentebestuur betaalt maandelijks de vergoeding voor woon, schuldig wegens onderbrenging der behoeftige weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen. Desvoorkomend voorziet het ook in de uitgaven tot het geschiktmaken van de woonlokalen voor behoeftigen en tot het bezorgen van huisraad.

De daarvoor gedane voorschotten worden den gemeenten, op overlegging van staten met rekeningsbewijzen erbij, door het Departement van Binnenlandsche Zaken terugbetaald.

ART. 6.

Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die op Staatskosten aan de weggevoerden of in 't land teruggekeerde vluchtelingen mogen toegerekend worden, wanneer zij zich in nood bevinden.

Projet amendé par la Section centrale.

Ontwerp door de Middelenafdeeling gewijzigd.

ART. 5.

Compléter le deuxième alinéa comme suit :

Les avances faites de ce chef, ainsi que le montant des intérêts dus pour les emprunts contractés dans ce but, sont remboursés aux communes par le Département de l'Intérieur, sur production d'états appuyés des pièces de comptabilité.

ART. 6.

Rédiger cet article comme suit :

Un arrêté royal détermine le taux des indemnités d'entretien qui peuvent être allouées, à charge de l'État, aux personnes énumérées à l'article premier de la présente loi, lorsqu'elles se trouvent dans le besoin.

ART. 7 (nouveau).

Au cours du premier trimestre de l'année 1920, le Gouvernement fera rapport aux Chambres législatives sur l'application de la loi pendant l'année 1919.

ART. 8 (nouveau).

La présente loi cessera ses effets au 1^{er} janvier 1921.

ART. 5.

Het tweede lid aldus aan te vullen :

De uit dien hoofde gedane voorschotten, alsmede het bedrag der interesten verschuldigd wegen de daartoe gesloten leeningen, worden aan de gemeenten, op overlegging van staten met de rekeningsbewijzen erbij, door het Departement van Binnenlandsche Zaken terugbetaald.

ART. 6.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Een koninklijk besluit bepaalt het bedrag der onderhoudsvergoedingen die, op 's Rijks kosten, aan de in het eerste artikel dezer wet vermelde personen kunnen toegekend worden, wanneer zij in nood verkeeren.

ART. 7. (nieuw).

In den loop van het eerste trimester van het jaar 1920 zal de Regeering aan de Wetgevende Kamers verslag doen over de toepassing dezer wet gedurende het jaar 1919.

ART. 8 (nieuw).

Deze wet houdt op van kracht te zijn op 1 Januari 1921.